



Convention internationale des actrices et acteurs de la diaspora haïtienne

Résumé Exécutif

La Déclaration de Montréal de la Convention de la Diaspora Haïtienne Montréal, 25-27 août 2023

La Déclaration de Montréal de la Convention de la Diaspora Haïtienne (CADH) exprime la profonde préoccupation des dirigeant.e.s et des membres de la diaspora haïtienne envers l'aggravation du phénomène d'insécurité, la prolifération des groupes armés, les violations des droits humains et l'incapacité du gouvernement à répondre efficacement à la crise en Haïti. La CADH appuie les initiatives de la société civile haïtienne pour la création d'un Collège Présidentiel intègre et un Conseil de Transition de Rupture inclusif. Elle exhorte également la communauté internationale à respecter la souveraineté d'Haïti. Elle met en avant une approche centrée sur Haïti appelant à mettre en place des mesures contre les exportations illégales d'armes et prônant l'implication de la diaspora dans la résolution de la crise. La CADH demande un changement de gouvernance et la protection des droits de la personne. Cette déclaration vise à proposer des pistes en vue de remédier à la situation actuelle ainsi qu'à favoriser une renaissance démocratique et pacifique en Haïti.

Déclaration de Montréal de la Convention de la Diaspora Haïtienne (CADH) Montréal, 25-27 août 2023

Préambule:

Nous, des dirigeant.e.s et membres de la diaspora haïtienne résidant en Europe, aux États-Unis d'Amérique, en République dominicaine et dans divers pays d'Amérique latine et des Caraïbes, convergeons vers la nécessité d'un engagement commun à faire face à la détérioration rapide de la situation sécuritaire et à la crise de gouvernance en Haïti. Conscient.e.s de l'importance profonde de la diaspora dans la renaissance d'Haïti, nous nous sommes réuni.e.s à Montréal du 25 au 27 août 2023, en solidarité avec le peuple haïtien dans le cadre de la Convention internationale des acteurs et actrices de la diaspora haïtienne (CADH).

Constats

Nous, participantes et participants à la CADH, faisons les constats suivants :

- **Détérioration de la sécurité:** Nous sommes témoins de la détérioration alarmante du climat sécuritaire en Haïti qui menace la vie et le bien-être de ses citoyens et citoyennes.



Convention internationale des actrices et acteurs de la diaspora haïtienne

- **Prolifération des groupes armés et contrôle de territoire:** Nous exprimons notre inquiétude face à l'expansion incontrôlée des groupes armés qui déstabilisent davantage le pays et perpétuent la violence.
- **Violations des droits humains:** Nous déplorons la détérioration des conditions de vie et les violations systématiques des droits de la personne, notamment les enlèvements, la violence, les meurtres, les viols, les incendies, les déplacements forcés, et les difficultés économiques auxquelles sont confronté.e.s les citoyennes et citoyens haïtiens.
- **Blocages des infrastructures:** Nous condamnons la perturbation des voies de transport vitales par des bandes criminelles qui entravent la libre circulation des biens et des personnes au sein du pays.
- **L'indifférence, l'incapacité du gouvernement:** Nous constatons que le gouvernement illégal actuel est démissionnaire de par son refus de protéger ses citoyens, en particulier les femmes, les filles et les enfants, qui souffrent le plus des attaques des groupes armés.
- **Impasse politique:** Nous constatons le refus du gouvernement à œuvrer pour parvenir à un consensus minimum avec les acteurs/actrices politiques et la société civile, perpétuant ainsi la crise.
- **Faiblesse de l'application de la loi:** Nous notons l'exacerbation des faiblesses des forces de l'ordre haïtiennes en raison de l'inaction gouvernementale, entravant les efforts de lutte contre les gangs et de rétablissement de la sécurité.
- **Un soutien international inefficace:** Nous exprimons notre inquiétude quant à l'inefficacité et l'insuffisance de l'assistance internationale en matière de sécurité fournie à Haïti depuis plus de trois décennies.
- **Échecs des interventions militaires:** Nous soulignons l'histoire des échecs répétés des interventions militaires en Haïti comme moyen de relever ces défis.
- **Instabilité de l'État:** Nous reconnaissons les mutations étatiques en cours, révélatrices d'une crise grave conduisant à l'effondrement du gouvernement depuis les élections frauduleuses de 2010, encore exacerbées par les élections 2016 et l'assassinat du Président Jovenel Moïse le 7 juillet 2021.
- **Déficit démocratique:** Nous critiquons l'exclusion continue du peuple haïtien du processus politique, marquée par l'absence d'élections depuis 2016.
- **Incapacité du gouvernement actuel:** Nous exprimons notre mécontentement face au refus du gouvernement de facto à répondre efficacement aux crises politiques et sécuritaires du pays.



Convention internationale des actrices et acteurs de la diaspora haïtienne

- **Ingérence internationale:** Nous exprimons notre indignation concernant l'ingérence des pays membres dit amis d'Ayiti, notamment les États-Unis, le Canada, l'Union européenne dont la France, dans les affaires de l'État haïtien et leur soutien indéfectible et complice avec une gouvernance qui alimente la violence, l'insécurité et la déliquescence de la société.
- **Collusion d'élite:** Nous dénonçons la collusion troublante entre certaines élites tant économiques que politiques et les bandes criminelles, telle que présentée lors de la Convention, ainsi que les sanctions inefficaces de la communauté internationale contre ces membres de l'élite.
- **Défis de gouvernance:** Nous reconnaissons les formidables défis auxquels sont confrontées les élites sociales et politiques haïtiennes dans l'établissement de nouvelles structures de gouvernance face aux échecs des dernières administrations en particulier celle actuelle.

Propositions

À la lumière de ces observations, nous exigeons ce qui suit :

- **Changement de Gouvernance Actuelle:** Face à l'urgence de la mise en place d'un gouvernement qui bénéficie de la confiance et de la légitimité du peuple Haïtien dans toutes ses composantes, société civile, partis politiques, organisations de base ainsi que des Haïtiennes et Haïtiens vivants à l'étrangers, nous appuyons les revendications de la société civile haïtienne pour le retour à l'ordre constitutionnel à travers l'établissement d'un Collège Présidentiel pour une Transition de Rupture, qui reflète la véritable volonté du peuple haïtien. Les membres du Collège Présidentiel doivent incarner les caractéristiques suivantes:
 - **Intégrité incontestable :** Les membres du Collège Présidentiel doivent avoir un parcours d'intégrité morale et éthique irréprochable, garantissant que leurs actions et décisions soient au-dessus de tout reproche.
 - **Transparence et Reddition de Comptes :** Ces personnes doivent être engagées envers une gouvernance ouverte et transparente, avec une volonté d'être tenues responsables de leurs actions et décisions.
 - **Dévouement envers le Peuple :** Les membres du Collège Présidentiel doivent faire preuve d'un engagement profond à servir au mieux les intérêts du peuple haïtien, en plaçant leurs besoins et aspirations avant tout.
 - **Expertise et Compétence :** Les membres doivent posséder l'expertise, les connaissances et les compétences nécessaires pour faire face aux défis complexes auxquels Haïti est confronté, y compris les questions liées à la gouvernance, à l'économie et au développement social.



Convention internationale des actrices et acteurs de la diaspora haïtienne

- **Indépendance par rapport aux Influences Externes** : Il est essentiel que ces personnes soient imperméables aux pressions ou influences externes sur les questions politiques internes qui pourraient compromettre leur capacité à prendre des décisions dans le meilleur intérêt d'Haïti.
 - **Engagement envers l'État de Droit** : Elles doivent soutenir et promouvoir l'État de droit, en veillant à ce que toutes les citoyennes et tous les citoyens soient traité.e.s équitablement et justement dans le cadre du système juridique.
 - **Reddition de Comptes pour les Actions Passées** : Les membres du Collège Présidentiel ne doivent pas avoir un passif de corruption, d'activités criminelles ou de toute autre forme de comportement répréhensible et ils/elles doivent être disposé.e.s à rendre compte de leurs actions passées.
-
- **Respect de la souveraineté** : Nous exigeons que la communauté internationale et ses représentant.e.s en Haïti respectent la souveraineté nationale d'Haïti et le droit de son peuple à l'autodétermination.
 - **Approche centrée sur Haïti**: Nous plaidons fortement pour l'adoption d'une approche centrée sur Haïti, dirigée par des individus intègres et dignes de confiance, non corrompu.e.s, non impliqué.e.s dans des activités criminelles ou de toute autre mauvaise conduite.
 - **Mettre fin à l'exportation d'armes**: Nous appelons de toute urgence les gouvernements des États-Unis, de la République Dominicaine ainsi que certains pays de la Caricom, dont la Jamaïque, à prendre des mesures pour mettre un terme à l'exportation illégale d'armes vers Haïti.
 - **Responsabilité internationale**: Nous appelons la communauté internationale, y compris le Canada, les États-Unis, la France, l'Union européenne et les organes décisionnels de l'ONU, à adhérer strictement aux principes de la diplomatie internationale, à la Convention de Vienne qui promulgue la non-ingérence ainsi qu'à la constitution d'Haïti, en reconnaissant les intérêts primordiaux du peuple haïtien et en mettant fin au soutien inconditionnel à la gouvernance défailante actuelle.
 - **Déportations Massives**: Nous notons que malgré les appels répétés du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de la personne ainsi que des institutions du système de l'ONU concernant la question migratoire pour la protection des personnes réfugiées, la République dominicaine et les États-Unis continuent les expulsions massives de migrantes et migrants haïtiens. En raison de la violence causée par les gangs qui provoque ces migrations de personnes en quête de protection et d'assistance, nous appelons la communauté internationale et les organismes internationaux compétents, qui apportent un soutien humain et substantiel à l'Ukraine et à tant d'autres peuples qui fuient la violence, à mettre en place d'urgence un plan d'accueil et de protection pour les citoyennes et citoyens haïtiens, où qu'ils se trouvent.



Convention internationale des actrices et acteurs de la diaspora haïtienne

- **Protection des droits de la personne:** Nous appelons les pays d'accueil des ressortissant.e.s haïtien.ne.s, notamment la République dominicaine, le Chili, le Brésil, le Mexique, les États-Unis et le Canada, à respecter la dignité et les droits humains des Haïtiennes et Haïtiens conformément à diverses conventions internationales.
- **Assistance à la sécurité efficace:** Nous insistons sur le fait que l'assistance internationale en matière de sécurité tire les leçons des échecs passés et contribue au renforcement durable des forces de sécurité nationales d'Haïti, plutôt que de rabaisser le peuple haïtien et sa diaspora avec des promesses de sécurité irréalistes, infantilisantes et inadéquates. Nous requérons une stratégie Haïtienne consciente de la réalité locale.
- **Unité territoriale:** Nous soulignons l'importance de parvenir à une intégration territoriale globale, en mettant l'accent sur le renforcement de la sécurité et la promotion du développement localisé, tout en respectant les caractéristiques uniques de chaque région. Notre priorité réside dans la poursuite d'une approche centrée sur Haïti en rupture avec la situation actuelle.
- **Implication de la diaspora:** Nous proposons l'implication directe de la diaspora, à travers des structures organisées, dans la mise en place de toute alternative visant à résoudre la crise en Haïti, en favorisant la synergie entre les Haïtiens de l'intérieur et ceux de l'extérieur du pays.
- **Respect de la volonté populaire:** Nous exhortons la communauté internationale à respecter les aspirations et les décisions de la population haïtienne, telles qu'exprimées à travers les élections et divers mouvements de défense des citoyens.
- **Coopération solidaire et innovante:** Nous plaidons pour un nouveau paradigme de coopération internationale qui respecte la souveraineté d'Haïti, et s'engage avec de nouveaux partenaires institutionnels, et des personnalités de la société civile et de la diplomatie internationale, capables de répondre à ses besoins urgents.
- **Rupture avec le statu quo:** Nous demandons au gouvernement de transition à venir de prendre toutes les mesures nécessaires pour créer les conditions d'une véritable rupture avec le statu quo, reflétant les désirs du peuple haïtien pour un nouveau système, résumés dans le slogan « Chavire chodyè a ».

Engagements

Dans la poursuite de ces revendications, nous, participants du CADH, nous engageons à prendre les actions suivantes :

- **Consultation continue:** Nous nous engageons à poursuivre les consultations au sein des communautés de la diaspora pour élargir le consensus sur les actions nécessaires pour faire face à la crise.



Convention internationale des actrices et acteurs de la diaspora haïtienne

- **Mise en place du comité de suivi:** Nous établirons un comité de suivi de la Convention chargé de suivre les progrès et de maintenir la dynamique dans les différentes étapes à franchir.
- **Élaboration d'un plan d'action:** Nous élaborerons un plan d'action, une stratégie de plaidoyer basée sur les demandes et les recommandations.
- **Solidarité diaspora :** Un effort concerté devrait être fait pour aider les populations déplacées par la violence des gangs à trouver des logements adéquats, favorisant ainsi la cohésion sociale et la stabilité.
- **Structurer, Organiser la diaspora:** Les acteurs et actrices de la convention de la diaspora Haïtienne à Montréal s'engagent à rassembler toutes les forces de la diaspora pour mieux servir le pays. En vue d'atteindre cet objectif, ils/elles proposent la création d'un Conseil représentatif de la diaspora pour la reconstruction d'Haïti.
- **Engagement avec les forces vitales d'Haïti:** Nous collaborerons activement avec les forces vitales d'Haïti et formulerons des recommandations pour faire face à la crise politique et sécuritaire actuelle.
- **Plaidoyer pour le changement:** Nous exercerons une pression collective sur les autorités de nos pays d'accueil en vue d'une cessation de leur soutien inconditionnel au statu quo en Haïti, au gouvernement actuel défaillant, non soucieux et incapable de lutter contre les groupes armés.

Propositions

Les propositions suivantes consistent essentiellement à bâtir la confiance du public. Il est impératif de favoriser un climat de confiance au sein de la population haïtienne, en renforçant les liens entre le gouvernement et les gouverné.e.s et en se rapprochant de la constitution haïtienne qui reconnaît un exécutif bicéphale (président et premier ministre).

- **Changement de politique économique:** Reconnaisant la nécessité d'une refonte de la politique économique, nous proposons de jeter les bases d'un abandon des pratiques néolibérales qui ont détruit l'économie haïtienne et appauvri sa population.
- **Mettre fin à l'usage abusif, à la mauvaise gestion et à la mauvaise allocation des ressources:** Nous revendiquons la création d'un organe de contrôle des dépenses publiques et la mise en place d'une collaboration entre la société civile et les acteurs/actrices politiques afin de garantir la viabilité des projets sociaux.



Convention internationale des actrices et acteurs de la diaspora haïtienne

- **Soutien aux agriculteurs haïtiens:** Pour lutter contre l'insécurité alimentaire en Haïti, nous prônons le soutien et la revitalisation de l'agriculture paysanne, garantissant une production alimentaire durable.
- **Conférence nationale souveraine :** Pour faciliter un dialogue inclusif sur l'avenir d'Haïti, nous proposons de convoquer une conférence nationale souveraine, impliquant des parties prenantes à l'échelle nationale.
- **Responsabilité pour les crimes:** En quête de justice, nous exigeons la poursuite des individus responsables de crimes à la fois violents et financiers, y compris ceux liés aux fonds Petrocaribe et tant d'autres.
- **Commission vérité:** Nous recommandons la création d'une commission vérité comme étape essentielle pour remédier aux injustices passées, promouvoir la réconciliation et panser les blessures de la nation.

Conclusion:

Les signataires de cette déclaration restent ouvertes et ouverts à une adoption large et progressive de ce document.

Fait à Montréal le 27 août 2023

[Signatures]